

**62<sup>e</sup> CONGRES**

**unef**

# **RAPPORT D'ORIENTATION**

**PAR**

**BERNARD HUVET**

Chers camarades,

La riche discussion de la première journée de notre 62ème Congrès, autour du rapport d'activité, permet de dresser un bilan impressionnant d'action, et qui, de ce fait, pose une grande question.

Les interventions des délégués l'ont montré, les étudiants attendent de notre Congrès, des propositions immédiates, concrètes, capables de les aider à s'en sortir, d'améliorer leur vie de chaque jour.

Pour les étudiants, comme pour les autres couches de la population, il n'y a aujourd'hui qu'une seule alternative : AGIR. Car ce n'est pas, et nous le savons d'expérience, en attendant, comme le préconise Jean Pierre SOISSON que la situation changera.

Bien au contraire, les acquis, que nous avons gagnés, au cours des élections universitaires et aux C. R. O. U. S., le mouvement de protestation multiforme, que nous avons engagé sur tous les terrains, depuis le début de l'année, exigent aujourd'hui, la poursuite de la lutte.

Il faut mettre pleinement à profit le 62ème Congrès de l'U. N. E. F., pour lui fixer les étapes, qui vont lui permettre de progresser, qui permettront aux étudiants de voir satisfaire leurs revendications.

Les questions se posent à nous :

- COMMENT DEVELOPPER LES LUTTES
- COMMENT RENFORCER ET ELARGIR UNE U. N. E. F., QUI LE PERMETTRA.

Aujourd'hui, à la suite de la bataille des élections universitaires, et de leurs résultats, de la confirmation que constitue la large victoire des candidats U. N. E. F. - F. R. U. F. - U. G. E. aux élections aux C. R. O. U. S. des villes de province, nous tirons une conclusion principale :

LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE MONSIEUR SOISSON A L'UNIVERSITE, LA LUTTE CONTRE SON PLAN SUR L'UNIVERSITE ET LES ETUDIANTS EST D'ORES ET DEJA ENGAGEE POUR UNE GRANDE MASSE DES ETUDIANTS, qui en votant pour l'U. N. E. F. se sont prononcés pour une autre vie d'étudiant, pour l'application des solutions proposées par l'U. N. E. F.

Les conditions sont réunies, pour faire reculer Monsieur SOISSON, sur ses projets, et l'obliger à prendre en compte nos revendications. Jamais elle n'ont été aussi favorables pour les étudiants, qui disposent d'un nouveau rapport de forces à l'Université, face à SOISSON.

Nous devons nous garder d'attendre la parution d'un plan SOISSON sur l'Université, d'attendre sa discussion devant le Parlement pour développer l'action.

SOISSON tente d'appliquer au plus vite sa politique à l'Université, en se gardant bien de présenter de front un projet de réforme, soumis à la discussion. Il n'a d'autre objectif, que de gagner le maximum de temps, d'appliquer progressivement, au coup par coup, et si possible dans la discrétion, de grands objectifs de sa politique. Il privilège comme moyen efficace, l'étouffement budgétaire progressif de la plupart des universités, pour arriver à ses fins.

Aussi, nous ne devons pas attendre de la lutte des étudiants, contre les mesures que prend SOISSON, qu'elle prenne les mêmes formes que les grands mouvements revendicatifs précédents à l'université, ou que la mobilisation des étudiants se cristallisant autour d'un non global à la réforme Soisson que le secrétaire d'Etat se gardera bien de dévoiler au grand jour pour en fait être plus efficace en appliquant une politique du coup par coup.

# 62° CONGRES



Pour notre congrès, nous devons tenir compte de ces conditions nouvelles. Nous pouvons dire qu'aujourd'hui les étudiants dénoncent en masse le plan Soisson au nom de ce qu'ils vivent chaque jour dans les universités, au nom de ce qui existe déjà. Chacune des ripostes engagées met en cause et porte un coup contre le plan de M. Soisson.

Cette lutte des étudiants contre les projets Haby-Soisson se cristallise autour des trois grands motifs de mécontentement et d'action :

- 1 - La réforme de l'aide de l'Etat aux étudiants
- 2 - Les conditions d'études
- 3 - L'obtention des diplômes et leur reconnaissance dans les conventions collectives.

C'est dans ces trois secteurs d'action qu'il nous faut faire des propositions :

## I - La lutte pour l'amélioration de nos conditions de vie :

La lutte engagée par les étudiants dans le cadre des élections au CROUS pour la défense des oeuvres universitaires, pour le maintien et l'extension des services des CROUS ainsi que pour l'obtention d'une allocation d'étude à tous ceux qui en ont besoin est décisive car les projets de M. Soisson visent en priorité cet objectif.

En supprimant la seule aide dont disposent aujourd'hui 8 étudiants sur 10, M. Soisson est certain d'instaurer un numéris clausus discret et efficace. C'est parce qu'il s'agit d'une pierre angulaire de la réforme de Soisson à l'université que les étudiants, lorsqu'ils se prononcent pour l'allocation d'étude, pour le maintien des CROUS, lorsqu'ils votent UNEF-FRUF-UGE, lorsqu'ils engagent l'action sur des points précis, disent le plus efficacement non au plan Soisson.

Aujourd'hui nous avons d'ores et déjà marqué des points importants dans cette bataille pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants. Nous avons animé une exceptionnelle campagne à l'université autour des élections aux CROUS un débat où tous les étudiants ont pris part activement. Alors que M. Soisson avait tout mis en oeuvre pour tenter d'amoin-



la représentation de l'UNEF, pour diviser les étudiants, nous sommes en train de remporter, nous les étudiants, une victoire spectaculaire et éclatante. Les listes qui se faisaient ouvertement les propagandistes des idées de M. Soisson ont subi un échec total recueillant moins de 10 % des voix.

Notre congrès doit avoir à coeur de ne pas laisser sans lendemain cette victoire des étudiants. Nous devons prendre la décision de poursuivre résolument la lutte engagée par la grande masse des étudiants pour une autre vie d'étudiant. Il nous faut faire franchir une nouvelle étape à cette lutte des étudiants. Nous le pensons en décidant de confirmer et de renforcer cette victoire des étudiants le 5 mars à Strasbourg et principalement le 19 mars à Paris. Nous le pouvons efficacement dans toutes les villes où les élections ont déjà eu lieu en faisant jouer d'emblée à nos nouveaux élus leur tâche d'aide et de défense des étudiants face aux rectorats et à Soisson.

Nous le pouvons encore plus efficacement en décidant dans toutes les villes où les élections ont eu lieu d'appeler les étudiants à entrer en action dès maintenant, à se rassembler sous les formes les plus variées, les plus adaptées pour obtenir réponse de J. P. Soisson, pour que de véritables négociations s'engagent.

Nous le pouvons en décidant d'appeler les étudiants à une manifestation de rues en direction des rectorats. C'est possible à Toulouse, à Nancy, à Aix, à Marseille, à Lille, à Montpellier et dans bien d'autres villes. Nous le pouvons en préparant ces manifestations avec la même ardeur, la même imagination, la même propagande, le même climat que lors des élections aux CROUS. Nous devons nous fixer des objectifs ambitieux pour répondre à l'attente des étudiants pour conduire leur action à la victoire. Les étudiants attendent beaucoup de notre congrès, voilà une première réponse.

II - Les conditions d'études.

Dans le même temps des luttes s'engagent aujourd'hui, les camarades de Clermont-droit, de Nice, de Toulouse-Languedoc, s'en sont fait l'écho hier devant le Congrès, contre les conditions d'études scandaleuses qui nous sont imposées, contre la sélection draconienne qui s'ensuit. Depuis le début de l'année universitaire, dans chaque université, un nombre important d'étudiants ont dû abandonner leurs études parce que les conditions dans lesquelles nous devons aujourd'hui travailler à l'université subissent une dégradation vertigineuse.

M. Soisson a imposé à l'Université un budget de pénurie. Ce sont les étudiants qui en sont les principales victimes. Quand une université, faute de crédits, supprime certains enseignements, organise l'application la plus restrictive des DEUG, manque de professeurs, fait des économies maximales sur l'achat des livres de bibliothèque, sur les moyens pédagogiques minimums pour pouvoir assurer le paiement des factures de chauffage, d'électricité et d'eau, c'est nous les étudiants qui en faisons directement les frais. Au moment de passer notre examen, ce n'est plus d'un contrôle de connaissances qu'il s'agit mais d'un examen-guillotine qui n'a d'autre objectif que d'éliminer le maximum d'entre nous.

D'aucuns voudraient nous faire croire <sup>qu'</sup> c'est la faute des professeurs, de leur responsabilité, que ce sont eux qui organisent la sélection. Plus aucun étudiant ne s'y laisse prendre, chacun veut comprendre : les enseignants comme nous subissent à l'Université cette politique malthusienne. M. Soisson ne nous divisera pas ainsi.

D'aucuns voudraient faire porter la responsabilité de cette situation que nous vivons sur les conseils d'UER et d'Université. Nous savons pour notre part, et les étudiants en font largement l'expérience, qu'avec l'intervention de nos élus étudiants, les conseils peuvent au contraire devenir des alliés des étudiants, comme à Paris VI-Jussieu dernièrement. Le responsable de cette situation, c'est M. Soisson et son budget d'austérité. Nous ne pouvons pas accepter cette injustice cette élimination massive de l'université parce qu'on nous refuse les moyens d'étudier, parce qu'on n'assure pas les moyens minimums pour préparer nos diplômes. Notre Congrès doit prendre la décision de développer immédiatement les luttes contre tous les numerus clausus déguisés, contre les examens-guillotine, contre les contrôles de connaissances aujourd'hui transformés en véritables concours. Ce sont tous nos élus dans les Conseils d'UER et d'Université qui doivent organiser

ces luttes, se faire les défenseurs des étudiants, refuser cette austérité et ses répercussions qui nous privent d'une formation de haut niveau. C'est aujourd'hui la façon la plus efficace de se battre contre les plans de MM. Soisson et Haby.

### III - Avoir des diplômes.

Les étudiants exigent d'avoir des diplômes qui puissent leur servir pour trouver un emploi. Nous l'avons vu hier, des luttes importantes sont engagées dans ce sens dans certains secteurs.

- En IUT, si le mouvement a commencé à prendre une certaine envergure, il nous faut cependant veiller à l'élargissement maximum du nombre d'étudiants en lutte et du nombre de centres touchés.

Chaque ville doit donc s'assurer de la réussite de la coordination nationale des 8 et 9 Mars prochains à Paris, c'est-à-dire de la montée de délégués élus démocratiquement dans les assemblées générales de centres, et qui prendront les décisions pour la poursuite de leur lutte.

Nous n'avons jamais été aussi près d'obtenir satisfaction. Il revient à l'UNEF d'élargir encore le rapport de forces pour emporter la décision.

- EN EPS, nos camarades ont décidé d'appeler les étudiants à une journée de grève le 18 Mars, ainsi qu'à une manifestation dans chaque ville le même jour pour obtenir de Mazeaud qu'il satisfasse leurs revendications : 3 000 postes au CAPEPS.

- A Nice, à Clermont-Droit, les étudiants luttent contre l'application sélective et restrictive des DEUG. Nous soutenons l'ensemble de ces actions. Moins que jamais nous ne pouvons tolérer qu'on empêche les étudiants de poursuivre leurs études.

Nous le disions dans l'appel de notre 61ème Congrès :

"Nous voulons un diplôme qui soit une garantie pour l'avenir. Il n'y a pas de risques d'inflation sur les diplômes ! Sa valeur ne doit dépendre ni du nombre de reçus, ni de la formation courte ou spécialisée qu'il sanctionne.

Ce qui doit faire la valeur du diplôme que nous voulons : c'est l'amélioration des conditions d'études, la qualité d'un enseignement lié à la vie, au développement des sciences et de la recherche, et l'acquisition à l'Université d'une formation professionnelle.

Les études que nous voulons approfondies ne sont pas seulement la garantie de notre avenir immédiat, mais nous assurent la possibilité de nous recycler avec succès ;



car il n'existe pas de réelles formation permanente sans formation initiale suffisante.

Dans chacun des secteurs de l'Université, des solutions existent pour que soient garantis nos débouchés, notre droit au métier."

C'est le sens de l'action que nous avons à engager pour défendre les diplômés des étudiants .

Nos élus ont été mandatés par des dizaines de milliers d'étudiants pour assurer cette défense, se faire les porte-parole, les avocats de ces revendications dans les conseils.

C'est à eux qu'il revient de mener bataille avec les étudiants pour obtenir que les conseils soient du côté des étudiants en prenant toutes les dispositions :

- pour supprimer les barrages sélectifs entre les cycles,
- pour assurer une formation initiale importante pour tous les étudiants,
- pour créer des filières nouvelles ouvrant sur des débouchés réels tenant compte des besoins régionaux et nationaux, tels que des maîtrises de sciences et techniques, des diplômes d'ingénieurs comme cela a été fait à Saint-Denis-Villetaneuse .

Les étudiants attendent beaucoup de nos 2 000 élus. La force de leur audience nous autorise aujourd'hui à être plus offensif que jamais.

Dans le même temps nous ne tolérerons pas qu'on porte atteinte aux libertés syndicales à l'Université. Les méthodes autoritaires de M. Soisson, les déclarations récentes de M. Poniatowski nous autorisent à penser que rien ne sera épargné pour briser notre capacité d'action.

Nous exigeons que le droit syndical soit reconnu à l'Université, que nos élus aient les moyens réels de remplir leur mandat, tant en subventions qu'en locaux syndicaux pour qu'ils puissent populariser leurs actions et y associer tous les étudiants.

L'UNEF fait partie intégrante de l'Université. On ne peut lui refuser les moyens d'assurer sa fonction d'aide et de défense de tous les étudiants.



Développer activement l'action sur ces grands axes, c'est dénoncer par avance l'aggravation que M. Soisson de concert avec M. Haby vont encore opérer à l'Université.

- Nous nous opposerons à la généralisation de tout numerus clausus.
- Nous combattons la réduction de l'aide de l'Etat à tous les étudiants. Nous nous opposerons à la remise <sup>en cause</sup> de la valeur nationale de nos diplômes. Nous nous opposerons à tout coup de force contre la représentation des étudiants. Tels sont les objectifs de lutttes de notre 62ème Congrès doit discuter dès à présent pour permettre à tous les étudiants de l'être à part entière, de recevoir un enseignement de qualité, d'avoir un avenir garanti en correspondance avec ses études.

RENFORCER ET ELARGIR L'UNEF : LA QUESTION DECISIVE POUR LES ETUDIANTS.

La discussion sur la base du rapport d'activité a également mis en évidence cette caractéristique nouvelle du mouvement étudiant. Aujourd'hui, s'il est possible de mettre en échec Soisson, de battre en brèche sa politique et ses projets rétrogrades, s'il est possible d'avancer des propositions précises et réalistes pour sortir les étudiants et l'université de l'impasse, c'est parce qu'il existe un puissant syndicat étudiant : l'UNEF.

Le syndicat est devenu l'instrument décisif pour le développement des luttes des étudiants jusqu'à leur aboutissement victorieux. Il constitue le seul recours permanent pour chaque étudiant pour être aidé, pour agir et se défendre.

C'est pourquoi la grande question qui nous est posée, en regard du riche bilan d'activité de notre syndicat, de son audience et de son activité à l'université et dans le pays et des responsabilités nouvelles qui en découlent est celle du renforcement de l'UNEF, de son élargissement à tous les étudiants.

Le développement de l'organisation syndicale est en effet la condition du développement des luttes. Elle détermine le nombre d'étudiants qui entrent dans la lutte, leur cohésion et leur détermination sur la base d'objectifs clairs, la permanence de l'action et la capitalisation des acquis.

La concrétisation, au plan des forces organisées dans le syndicat lui-même, de notre action est aussi la condition d'une efficacité plus grande quant à la capacité du syndicat à répondre aux besoins et aux aspirations des étudiants, à permettre l'aboutissement de leur lutte.

C'est une question décisive pour le mouvement étudiant. Sans cette concrétisation, nos acquis demeurent fragiles. Ce n'est pas un hasard si dans les villes où le nombre de syndiqués est le moins important la confusion créée par les listes de divisions aux élections aux CROUS a pu jouer un rôle important dans le résultat du scrutin.

En bref, de notre capacité à unir les étudiants à l'UNEF dépend la possibilité pour le mouvement d'aller plus loin, de constituer une grande force face à Soisson.

## QUE DOIT ETRE L'UNEF POUR LES ETUDIANTS ?

Se donner comme objectif d'unir les étudiants à l'UNEF c'est se donner comme objectif de répondre de façon permanente aux besoins et aux aspirations des étudiants. C'est donc tenir compte de leur diversité et des multiples aspects de leur vie et de celle de l'Université. C'est prendre en charge l'ensemble des problèmes qui leur sont posés.

Les étudiants ont besoin de l'UNEF pour l'organisation de la lutte sur les revendications les plus urgentes comme pour l'organisation de la lutte quotidienne, pour se défendre dans l'amphi, dans l'UER ou dans l'Université.

Ils ont besoin de l'UNEF en permanence même lorsqu'ils ne luttent pas ou que l'action leur a permis de gagner sur leurs revendications.

Ils ont besoin pour organiser le ciné-club, pour trouver un logement ou un emploi.

Ils ont besoin de l'UNEF pour se procurer les polys, des livres à prix réduits.

Ils ont besoin de l'UNEF pour partir en vacances et voyager.

Ils ont besoin de l'UNEF pour participer avec leurs élus à l'animation de l'UER et de l'Université, à l'organisation des enseignements, à la direction des services de l'Université.

Ils ont besoin de l'UNEF pour gérer leur mutuelle, la MNEF, et ses services.

L'UNEF doit être pour les étudiants, un recours et un avocat permanent. Elle doit répondre par des activités multiformes à des besoins multiformes. Elle doit constituer entre les étudiants d'un même amphi, d'une même UER, d'une même Université un lien permanent. Elle doit sortir les étudiants de leur isolement face à leurs problèmes. Elle doit être le lien et les étudiants et les autres couches de la population, entre les étudiants et les enseignants, entre les étudiants et les autorités universitaires.

D'autant qu'être en liaison quotidiennement avec des milliers d'étudiants c'est aussi faciliter la mobilisation des étudiants, c'est créer de meilleures conditions pour le développement des luttes victorieuses, c'est aider les étudiants à percevoir leurs forces lorsqu'ils sont unis.



QUI A SA PLACE A L'UNEF ?

Parce que les étudiants ont besoin de l'UNEF, tous les étudiants ont leur place à l'UNEF.

Si la diversité fait la richesse de l'UNEF, sa force, sa capacité à prendre en charge l'ensemble des aspects de la vie des étudiants.

Montrer aux étudiants qu'ils ont besoin de l'UNEF, c'est, en premier lieu, en faire la preuve en leur permettant de bénéficier de tous les aspects de l'activité du syndicat.

Donner à chaque étudiant la possibilité d'être à l'UNEF, c'est prendre en charge l'animation de la vie des UER et des universités au plan des services et des activités culturelles et de loisir. C'est les aider à surmonter les difficultés et les obstacles qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne.

C'est enfin donner aux étudiants les moyens d'agir efficacement pour leurs revendications. Il n'y a pas une activité privilégiée à l'UNEF, mais un ensemble d'activités diverses correspondant à la diversité des besoins et des aspirations des étudiants.

Etre à l'UNEF, c'est avoir la possibilité concrète d'une aide pour résoudre ses problèmes de vie et d'étude, mais aussi de participer à l'activité de son choix, de trouver les moyens de son épanouissement trop délaissés à l'université.

C'est pourquoi nous ne pouvons nous limiter à proposer l'adhésion uniquement sur la base des campagnes revendicatives de l'UNEF. S'il est vrai qu'il est nécessaire de poser en grand la question de l'adhésion dans le cadre de chaque lutte, nous limiterions les bases de rassemblement des étudiants dans l'UNEF, si nous nous contentions de cette démarche. Nous devons nous adresser à l'ensemble des étudiants et dans le cadre de l'ensemble des activités du syndicat en donnant à chacun d'entre eux l'ensemble des aspects du syndicat étudiant.

Chacune de nos villes est aujourd'hui de se fixer des objectifs d'adhésion pour la fin de l'année ; objectifs audacieux à la mesure des acquis enregistrés par l'UNEF, mais réalistes en regard du capital de confiance dont bénéficie le syndicat à l'université. Nous avons trois mois pour mener une grande campagne de syndicalisation afin que l'UNEF ouverte à tous ne soit pas simplement un slogan mais devienne la réalité quotidienne dans les universités.

Cet objectif est indissociable de l'effort que nous devons entreprendre pour adapter encore plus que par le passé la vie interne de notre syndicat à une action de plus en plus diversifiée et s'adressant à un nombre sans cesse croissant d'étudiants. Nous devons veiller en particulier à développer les meilleures conditions de la vie et du débat démocratique dans tous nos comités, à informer régulièrement l'ensemble de nos adhérents, à associer le plus grand nombre de nos camarades sur la base des motivations qui leur sont propres à l'ensemble des activités du syndicat. Il n'est pas inutile de rappeler de ce point de vue que si les décisions sont prises à la majorité, il n'y a à l'UNEF aucune obligation d'appliquer des décisions avec lesquelles on est <sup>en</sup> désaccord. S'il n'existe aucune obligation de participer activement à la vie du syndicat, il nous faut bien voir que dans le même temps nous nous privons du riche potentiel de milliers d'adhérents qui ne demandent qu'à agir et à participer pour peu qu'on leur en donne les moyens. Cela est particulièrement vrai au niveau de nos bureaux d'A.G.E. auxquels on n'associe pas suffisamment les camarades susceptibles de s'occuper ou s'occupant de nos services, de nos coopératives, de nos ciné-club.

Nos directions doivent regrouper un grand nombre de camarades permettant la prise en charge de l'ensemble de nos secteurs d'activité en coordination étroite avec nos élus. Ceux-ci doivent être plus que par le passé les délégués syndicaux des étudiants de leur amphî, de leur UER, de leur Université. C'est à eux qu'il appartient d'être au premier rang de la défense quotidienne des étudiants de l'association et de la coordination des actions des étudiants.

Chers Camarades,

L'Unef est riche. Elle est riche du capital de confiance que lui accordent des dizaines et des dizaines de milliers d'étudiants dans toutes les universités de France. Elle est riche de ses milliers d'adhérents, de ses 2 000 élus dans les conseils d'UER et d'Universités. Elle est l'organisation syndicale dont ont besoin les étudiants de France pour s'entraider et se défendre. Il appartient à nous, 1 000 délégués représentatifs de toutes les universités et de toutes les disciplines que ce potentiel soit plus que jamais au service de tous les étudiants de France, qu'il serve à l'organisation efficace de dizaines de milliers d'étudiants dans les luttes pour sortir de l'impasse, qu'il serve à la satisfaction des revendications, au développement efficace d'un réseau de service et d'entraide pour que plus un étudiant

ne soit seul face à Soisson, qu'il permette à des milliers d'étudiants de prendre leur place dans l'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE.

Trente ans après sa naissance le syndicalisme étudiant est plus vivant que jamais. Pour des luttes victorieuses, pour un syndicalisme étudiant sans cesse plus puissant, pour un syndicat au service de tous et ouvert à tous :

VIVE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE !